

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Épiphan

Code géographique : 12030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicolas Dionne, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Épiphane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-04 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Épiphane qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Épiphane au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Épiphane inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S14, S15, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2015-05-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

s/o

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	912 568	917 024	917 024	886 369
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 753	10 758	10 758	10 695
Quotes-parts	3				
Transferts	4	290 390	321 768	321 768	323 878
Services rendus	5	97 790	119 492	119 492	129 435
Imposition de droits	6	13 650	14 880	14 880	29 045
Amendes et pénalités	7	5 000	4 319	4 319	4 727
Intérêts	8	5 000	16 912	16 912	13 987
Autres revenus	9	79 997	119 056	119 056	29 328
	10	1 415 148	1 524 209	1 524 209	1 427 464
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13	1 217 699	229 097	229 097	176 662
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15		29 240	29 240	
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17	1 217 699	258 337	258 337	176 662
	18	2 632 847	1 782 546	1 782 546	1 604 126
Charges					
Administration générale	19	287 030	266 947	274 658	280 908
Sécurité publique	20	141 124	136 822	144 631	121 698
Transport	21	559 041	531 770	636 724	612 970
Hygiène du milieu	22	161 834	141 032	243 164	230 505
Santé et bien-être	23	6 700	2 633	2 633	6 425
Aménagement, urbanisme et développement	24	66 277	59 331	61 230	54 792
Loisirs et culture	25	131 853	101 704	116 497	126 985
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	4 760	2 012	2 012	7 119
Amortissement des immobilisations	28	208 294	239 298	(239 298)	
	29	1 566 913	1 481 549	1 481 549	1 441 402
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 065 934	300 997	300 997	162 724

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 065 934	300 997	162 724
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 217 699 ) (	258 337 ) (	176 662)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(151 765)	42 660	(13 938)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	208 294	239 298	226 996
Produit de cession	5		5 220	1 500
(Gain) perte sur cession	6		5 654	(1 500)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	208 294	250 172	226 996
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	40 544 ) (	77 039 ) (	38 977)
	18	(40 544)	(77 039)	(38 977)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	56 350 ) (	51 081 ) (	95 597)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	44 765	31 881	(9 750)
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 400)	(4 260)	(4 190)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(15 985)	(23 460)	(109 537)
	26	151 765	149 673	78 482
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		192 333	64 544

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 217 699	258 337	176 662
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	8 000)	10 825)	6 655)
Sécurité publique	3 (	365 500)	20 783)	2 475)
Transport	4 (	32 850)	60 747)	204 442)
Hygiène du milieu	5 (	2 253 761)	215 610)	111 037)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	)	24 346))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	2 660 111)	332 311)	324 609)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 386 062		52 350
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	56 350	51 081	95 597
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		22 893	
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	56 350	73 974	95 597
	19	(1 217 699)	(258 337)	(176 662)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	436 895	412 684	397 782
Charges sociales	2	82 591	69 732	68 877
Biens et services	3	731 234	626 378	611 774
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	4 760	2 012	6 375
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			744
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	103 139	99 256	82 728
Autres	10			
Autres organismes	11		13 131	22 530
Amortissement des immobilisations	12	208 294	239 298	226 996
Autres				
- Autres	13		19 058	23 596
-	14			
-	15			
	16	1 566 913	1 481 549	1 441 402

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	912 568	917 024	886 369
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 753	10 758	10 695
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 508 089	550 865	500 540
Services rendus	5	97 790	119 492	129 435
Imposition de droits	6	13 650	14 880	29 045
Amendes et pénalités	7	5 000	4 319	4 727
Intérêts	8	5 000	16 912	13 987
Autres revenus	9	79 997	148 296	29 328
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 632 847	1 782 546	1 604 126
Charges				
Administration générale	12	293 144	274 658	280 908
Sécurité publique	13	147 686	144 631	121 698
Transport	14	651 722	636 724	612 970
Hygiène du milieu	15	248 620	243 164	230 505
Santé et bien-être	16	6 700	2 633	6 425
Aménagement, urbanisme et développement	17	68 649	61 230	54 792
Loisirs et culture	18	145 632	116 497	126 985
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	4 760	2 012	7 119
	21	1 566 913	1 481 549	1 441 402
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 065 934	300 997	162 724
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 595 426	3 432 702
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 595 426	3 432 702
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		3 896 423	3 595 426

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 065 934	300 997	162 724
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 660 111 ) (	332 311 ) (	324 609)
Produit de cession	3		5 220	1 500
Amortissement	4	208 294	239 298	226 996
(Gain) perte sur cession	5		5 654	(1 500)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(2 451 817)	(82 139)	(97 613)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(7 936)	70
Variation des autres actifs non financiers	10		8 275	13 303
	11		339	13 373
	12	(1 385 883)	219 197	78 484
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 385 883)	219 197	78 484
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		276 281	197 797
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		276 281	197 797
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		495 478	276 281

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	140 881	201 809
Placements temporaires	335 413	326 610
Débiteurs (note 5)	343 802	243 282
Prêts (note 6)		
Placements à long terme (note 7)		
Participations dans des entreprises municipales		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
Autres actifs financiers (note 9)		
	820 096	771 701
PASSIFS		
Découvert bancaire		
Emprunts temporaires (note 10)		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	125 167	86 016
Revenus reportés (note 12)	152 074	284 988
Dette à long terme (note 13)	47 377	124 416
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
	324 618	495 420
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	495 478	276 281
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	3 328 294	3 246 155
Propriétés destinées à la revente (note 16)		
Stocks de fournitures	25 311	17 375
Autres actifs non financiers (note 17)	47 340	55 615
	3 400 945	3 319 145
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	3 896 423	3 595 426

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	300 997	162 724
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	239 298	226 996
Autres			
- Perte (gain) cession immobilis	3	5 654	(1 500)
-	4		
	5	545 949	388 220
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(100 520)	(42 634)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	39 151	5 669
Revenus reportés	9	(132 914)	(144 346)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(7 936)	70
Autres actifs non financiers	13	8 275	13 303
	14	352 005	220 282
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(332 311)	(324 609)
Produit de cession	16	5 220	1 500
	17	(327 091)	(323 109)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		52 350
Remboursement de la dette à long terme	24	(77 039)	(54 477)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(77 039)	(2 127)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(52 125)	(104 954)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	528 419	633 373
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	476 294	528 419

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Épiphanie est un organisme municipal constitué en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité d'exercice est appliquée pour les revenus et les dépenses de la Municipalité et s'appuie sur les normes comptables pour le secteur public publiées par CPA Canada.

C) Actifs financiers

S/O

D) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les taux suivants :

Infrastructures de 2,5 % à 6,67 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Bâtiments	2,5 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5 % à 10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité et le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Municipalité sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les contestations d'évaluation.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Les montants versés non utilisés en fin d'exercice sont comptabilisés comme revenus reportés;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Placements

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Obligations environnementales

La Municipalité comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	81 035
Placements à long terme	3	76 610
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	88 286
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	81 169
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	83 703
Organismes municipaux	8	75 723
Autres		
- Éoliennes, mutations, autres	9	3 679
- Intérêts	10	11 242
	11	343 802
		243 282
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 5 327	5 977
Régimes de retraite des élus municipaux	32 1 078	83
	33 <u>6 405</u>	<u>6 060</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Municipalité dispose d'une facilité de crédit, d'un montant autorisé de 140 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 87 206	49 074
Salaires et avantages sociaux	38 23 985	25 216
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Organismes municipaux	42	1 101
- OMH	43 6 500	7 935
- Frais courus	44 7 476	2 690
-	45	
-	46	
	47 <u>125 167</u>	<u>86 016</u>

Note

12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 474	935
Transferts	49	
Autres		
- TECQ	50	162 229
- Droits carrière, autres	51 151 600	121 824
	52 <u>152 074</u>	<u>284 988</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

					2014	2013
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne					53	
Obligations et billets en monnaies étrangères					54	
Gains (pertes) de change reportés					55	
					56	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	
Organismes municipaux					58	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,45	4,45	2015	2015	59	79 917
Autres	4,96	4,96	2018	2018	60	44 499
					61	124 416
Frais reportés liés à la dette à long terme					62()
					63	124 416

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>	
2015	64	72	80	48 781	89
2016	65	73	81		90
2017	66	74	82		91
2018	67	75	83		92
2019	68	76	84		93
2020 et +	69	77	85		94
	70	78	86	48 781	95
Intérêts et frais accessoires			87(	1 404)	104(
	71	79	88	47 377	96
					105
					103
					104
					102
					101
					100
					99
					98
					97
					89
					88
					87
					86
					85
					84
					83
					82
					81
					80

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	276 281
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	495 478
	495 478	276 281

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 242 495	140	62 369	167	194		2 304 864
Autres	113	3 354 292	141	232 976	168	195		3 587 268
Réseau d'électricité	114		142		169	196		
Bâtiments	115	593 306	143	28 053	170	197		621 359
Améliorations locatives	116		144		171	198		
Véhicules	117	730 011	145	22 762	172	87 098	199	665 675
Ameublement et équipement de bureau	118	113 413	146	10 825	173		200	124 238
Machinerie, outillage et équipement divers	119	712 803	147	177 097	174		201	889 900
Terrains	120	6 568	148	3 237	175		202	9 805
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>7 752 888</u>	150	<u>537 319</u>	177	<u>87 098</u>	204	<u>8 203 109</u>
Immobilisations en cours	123	<u>205 008</u>	151	<u>(205 008)</u>	178		205	
	124	<u>7 957 896</u>	152	<u>332 311</u>	179	<u>87 098</u>	206	<u>8 203 109</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	954 016	155	77 071	182		209	1 031 087
Autres	128	2 369 084	156	74 685	183		210	2 443 769
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	360 245	158	14 960	185		212	375 205
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	312 930	160	35 397	187	76 224	214	272 103
Ameublement et équipement de bureau	133	93 751	161	6 086	188		215	99 837
Machinerie, outillage et équipement divers	134	621 715	162	31 099	189		216	652 814
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>4 711 741</u>	164	<u>239 298</u>	191	<u>76 224</u>	218	<u>4 874 815</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>3 246 155</u>					219	<u>3 328 294</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	47 340	55 615
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	47 340	55 615
Note			

18. Obligations contractuelles

CONTRATS

La Municipalité s'est engagée par contrat d'une durée de deux ans pour la location d'un équipement. Le montant minimum à payer suivant ce contrat se chiffre à 6 892 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

La Municipalité s'est engagée à assumer 10 % du déficit annuel de l'Office Municipal d'Habitation de la Municipalité de Saint-Épiphanie. Tout montant que la Municipalité pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S/O

		2014		2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	140 881		201 809
Découvert bancaire	241	()	()	
Placements temporaires	242	335 413		326 610
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	()	
-	248	()	()	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	476 294		528 419

Note

24. Risques environnementaux

Dans le cadre de sa gestion des risques environnementaux, l'administration municipale identifie des charges ou pertes environnementales futures possibles. Ces dernières pourraient entraîner des coûts relatifs à l'aménagement de certains terrains. Au 31 décembre 2014, aucun terrain nécessitant l'application de mesures correctives n'a été identifié. Par conséquent, aucune provision n'a été inscrite à l'état de la situation financière (2013 - 0 \$).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Risques environnementaux

Les opérations de la Municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance des dirigeants, la Municipalité opère en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception du coût de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 411 761	324 262
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 203 745	149 425
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 3 280 917	3 121 739
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 3 896 423	3 595 426
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget 2014	8	50 515
- Budget 2015	9 92 825	
- Appareils respiratoires	10 18 750	12 500
- Caméra thermique	11 4 000	4 000
- Système téléphonique	12 4 500	3 000
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 120 075	70 015
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Eau	22 33 670	29 410
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 33 670	29 410
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 50 000	50 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 50 000	50 000
	39 203 745	149 425

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 () ()		
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()		
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 () ()		
Régimes non capitalisés	43 () ()		
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()		
Autres	45 () ()		
Régimes non capitalisés	46 () ()		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()		
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 () ()		
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()		
Autres			
-	51 () ()		
-	52 () ()		
	53 () ()		
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()		
Autre financement	55 () ()		
	56 () ()		
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	57		
Investissements à financer	58 () ()		
	59		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	60	3 328 294	3 246 155
Propriétés destinées à la revente	61		
Prêts	62		
Placements à titre d'investissement	63		
Participations dans des entreprises municipales	64		
	65	3 328 294	3 246 155
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	66	47 377	124 416
Frais reportés liés à la dette à long terme	67		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()		
	71	47 377	124 416
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72		
	73	47 377	124 416
	74	3 280 917	3 121 739

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
	54	_____		_____	56	_____
Nombre de régimes à la fin de l'exercice			55			

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	_____	_____	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	
	_____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite simplifié : Les employés contribuent à raison de 2 % à 5 % du salaire et l'employeur contribue à raison de 2 % à 7 % du salaire.

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>5 327</u>	<u>5 977</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>1 078</u>	<u>25</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>1 078</u>	<u>83</u>
	98	<u>1 078</u>	<u>83</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	47 377
---------------------	---	--------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
----------------------------------------	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
------------------------------------------------------------	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
-------------------------------------------------------------------------------	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--------------------------------------------------------	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	47 377
-------------------------------------------------------------	----	--------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	47 377
------------------------------	----	--------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	139 288
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	186 665
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	186 665
-----------------------------------------------------------------------------------	----	---------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
------------------------------------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	744 775	747 227	725 753
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	744 775	747 227	725 753
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	84 252	83 893	83 352
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	76 641	76 003	70 405
Autres				
-Surplus compteur eau	14	2 500	1 698	2 669
-Taxe spéciale eau	15	4 400	4 260	4 190
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 943	
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	167 793	169 797	160 616
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	167 793	169 797	160 616
	26	912 568	917 024	886 369

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 91	91	91
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 57	57	57
	31 148	148	148
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 9 105	9 139	9 105
	35 9 105	9 139	9 105
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 9 253	9 287	9 253
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 1 500	1 471	1 442
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 1 500	1 471	1 442
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 10 753	10 758	10 695

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	151 139	90 683
Enlèvement de la neige	58		60 456
Autres	59	27 931	18 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	25 600	
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	25 554	24 769
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	21 500	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82	13 540	14 048
Rénovation urbaine	83		3 250
Promotion et développement économique	84		650
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	2 580	3 346
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	1 300	10 401
Réseau d'électricité	89		
	90	217 990	198 968

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	16 661	74 229
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	775 938	5 164
Réseau de distribution de l'eau potable	107		7 802
Traitement des eaux usées	108	441 761	94 631
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	1 217 699	229 097
			176 662

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	72 400	73 030	69 450
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			55 460
	138	72 400	73 030	124 910
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 508 089	550 865	500 540

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	11 300	37 697
Sécurité civile	146		1 297
Autres	147		
	148	11 300	37 697
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	11 300	37 697
			1 297

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	3 300	2 057	3 461
Sécurité publique	183			11 089
Transport				
Réseau routier	184	60 700	61 754	91 589
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	535	666	690
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	21 955	17 318	21 309
Réseau d'électricité	194			
	195	86 490	81 795	128 138
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	97 790	119 492	129 435
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 500	1 415	11 949
Droits de mutation immobilière	198	12 000	13 465	17 096
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	150		
	201	13 650	14 880	29 045
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 000	4 319	4 727
INTÉRÊTS	203	5 000	16 912	13 987
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(5 654)	1 500
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		29 240	
Autres	211	79 997	124 710	27 828
	212	79 997	148 296	29 328

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	34 449	34 298	34 298	32 405
Application de la loi	2		1 338	1 338	
Gestion financière et administrative	3	214 033	201 717	7 711	212 593
Greffé	4	8 953			8 386
Évaluation	5	29 595	29 594	29 594	27 524
Gestion du personnel	6				
Autres	7				
	8	287 030	266 947	7 711	274 658
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	46 386	50 362	50 362	41 602
Sécurité incendie	10	91 978	84 131	7 809	77 412
Sécurité civile	11		150	150	
Autres	12	2 760	2 179	2 179	2 684
	13	141 124	136 822	7 809	144 631
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	260 008	212 149	89 197	307 371
Enlèvement de la neige	15	273 413	294 187	15 757	294 099
Éclairage des rues	16	8 100	8 794	8 794	7 575
Circulation et stationnement	17	15 900	15 020	15 020	2 031
Transport collectif					
Transport en commun	18	1 620	1 620	1 620	1 894
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	559 041	531 770	104 954	636 724
					612 970

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	24 312	15 723	15 723	17 663
Réseau de distribution de l'eau potable	24	25 236	19 026	109 062	108 478
Traitement des eaux usées	25	31 225	29 159	11 906	31 887
Réseaux d'égout	26	3 700	2 268	190	3 581
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	35 800	34 031	34 031	34 853
Élimination	28	37 441	37 320	37 320	30 457
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	4 120	3 505	3 505	3 586
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	161 834	141 032	102 132	230 505
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	6 700	2 633	2 633	5 425
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				1 000
	44	6 700	2 633	2 633	6 425
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	20 542	17 291	1 899	19 686
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48		3 541	3 541	3 701
Tourisme	49	4 450	22 874	22 874	11 867
Autres	50	41 285	15 625	15 625	19 538
Autres	51				
	52	66 277	59 331	1 899	54 792

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	75 207	52 481	52 481	62 358
Patinoires intérieures et extérieures	54	29 686	23 339	23 339	23 267
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	9 790	10 000	10 000	8 549
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	3 440	2 561	14 793	17 354
Autres	59		88 381	14 793	112 954
	60	118 123		103 174	
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	13 730	11 600	11 600	12 416
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63		1 723	1 723	1 615
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	13 730	13 323	13 323	14 031
	67	131 853	101 704	14 793	126 985
	68				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	4 760	2 012	2 012	7 119
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	4 760	2 012	2 012	7 119
	74	208 294	239 298	239 298	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-Épiphane (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2015-05-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		917 024
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		917 024

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	917 024
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>917 024</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 943	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>3 943</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>913 081</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>47 690 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>47 871 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>47 780 650</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>913 081</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>47 780 650</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 9 | 1 | 1 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 812 000	8 233	16 405
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	441 761	131 063	94 632
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	20 900	27 126	138 668
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	8 000	13 902	
Édifices communautaires et récréatifs	14		21 240	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	350 000	22 762	65 774
Ameublement et équipement de bureau	18	9 300	10 825	6 655
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 150	97 160	2 475
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 660 111	332 311	324 609

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		131 063	94 632
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		27 126	138 668
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		8 233	16 405
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		165 889	74 904
	34		332 311	324 609

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1			
Obligations et billets en monnaies étrangères	2			
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3			
Organismes municipaux	4			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	79 917	32 540	47 377
Autres	6	44 499	44 499	
	7	124 416	77 039	47 377
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	8			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	9			
Réserves financières et fonds réservés	10			
Fonds d'amortissement	11			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	124 416	77 039	47 377
De la municipalité (Société de transport en commun)	14			
	15	124 416	77 039	47 377
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16			
Organismes municipaux	17			
Autres tiers	18			
	19			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20			
	21			
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22			
Prêts	23			
Autres	24			
	25			
	26	124 416	77 039	47 377
Dettes en cours de refinancement	27	()	()	()
	28	124 416	77 039	47 377

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	1 378	1 338	
Évaluation	2	29 595	29 594	27 524
Autres	3	8 490	8 490	8 614
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	19 170	19 170	11 011
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	184	184	195
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	11 011	11 011	5 458
Cours d'eau	13		803	687
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 362	13 717	14 810
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 450	4 450	4 633
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 264	5 264	4 963
Activités culturelles	23	5 235	5 235	4 833
Réseau d'électricité	24			
	25	103 139	99 256	82 728

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Cadres et contremaîtres	1,00	35,00	50 950	11 413	62 363
Professionnels					
2					
3 Cols blancs	2,00	40,00	61 033	12 443	73 476
4 Cols bleus	9,00	40,00	257 323	42 763	300 086
5 Policiers					
6 Pompiers	16,00	5,00	21 778	723	22 501
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
7					
8	28,00		391 084	67 342	458 426
9	7,00		21 600	2 390	23 990
10	35,00		412 684	69 732	482 416

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec		Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada
Transport en commun			
Eau et égout			
11			
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable		5 164	5 164
13 Réseau de distribution de l'eau potable			
14 Traitement des eaux usées		207 272	207 272
15 Réseaux d'égout			
16 Autres		16 661	338 429
17		321 768	338 429
		229 097	550 865

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	=	-				
Administration générale								
Application de la loi	1	1 338	27	53	1 338	79	1 338	131
Évaluation	2	29 594	28	54	29 594	80	29 594	132
Autres	3	236 015	29	55	243 726	81	241 669	133
	4	266 947	30	56	274 658	82	272 601	134
Sécurité publique								
Police	5	50 362	31	57	50 362	83	50 362	135
Sécurité incendie	6	84 131	32	58	91 940	84	54 243	136
Sécurité civile	7	150	33	59	150	85	150	137
Autres	8	2 179	34	60	2 179	86	2 179	138
	9	136 822	35	61	144 631	87	106 934	139
Transport								
Réseau routier								
Voie municipale	10	212 149	36	62	301 346	88	301 346	140
Enlèvement de la neige	11	294 187	37	63	309 944	89	248 190	141
Autres	12	23 814	38	64	23 814	90	23 814	142
Transport collectif	13	1 620	39	65	1 620	91	1 620	143
Autres	14		40	66		92		144
	15	531 770	41	67	636 724	93	574 970	145
Hygiène du milieu								
Eau et égout								
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	15 723	42	68	15 723	94	15 723	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	19 026	43	69	109 062	95	108 774	147
Traitement des eaux usées	18	29 159	44	70	41 065	96	41 065	148
Réseaux d'égout	19	2 268	45	71	2 458	97	2 458	149
Matières résiduelles								
Déchets domestiques et assimilés	20	71 351	46	72	71 351	98	71 351	150
Matières recyclables	21	3 505	47	73	3 505	99	3 127	151
Autres	22		48	74		100		152
Cours d'eau	23		49	75		101		153
Protection de l'environnement	24		50	76		102		154
Autres	25		51	77		103		155
	26	141 032	52	78	243 164	104	242 498	156
					666	130		
					61 754	119	574 970	2 012

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immobilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157 2 633 172		187	2 633 202	217	2 633	232			
Sécurité du revenu	158 173		188	203	218		233			
Autres	159 174		189	204	219		234			
	160 2 633 175		190	2 633 205	220	2 633	235			
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161 17 291 176		1 899	19 190 206	221	19 190	236		19 190	
Rénovation urbaine	162 177		192	207	222		237			
Promotion et développement économique	163 42 040 178		193	42 040 208	223	42 040	238		42 040	
Autres	164 179		194	209	224		239			
	165 59 331 180		1 899	61 230 210	225	61 230	240		61 230	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166 88 381 181		14 793	103 174 211	226	17 318	241		85 856	
Activités culturelles	167 11 600 182		197	11 600 212	227		242		11 600	
Bibliothèques	168 1 723 183		198	1 723 213	228		243		1 723	
Autres	169 101 704 184		14 793	116 497 214	229	17 318	244		99 179	
	170 185		200	215	230		245			
Réseau d'électricité										
	171 1 240 239 186		239 298 201	1 479 537 216	231	119 492	246		1 360 045	2 012

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	332 311	324 609
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	332 311	324 609

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	324 262	285 233
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	324 262	285 233
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	192 333	64 544
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(31 881)	9 750
Activités d'investissement	6	(22 893)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(50 060)	(35 265)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	87 499	39 029
Solde à la fin de l'exercice	12	411 761	324 262
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	70 015	34 750
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	70 015	34 750
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	50 060	35 265
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	50 060	35 265
Solde à la fin de l'exercice	22	120 075	70 015
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	79 410	75 220
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	79 410	75 220
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 260	4 190
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	4 260	4 190
Solde à la fin de l'exercice	31	83 670	79 410

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61	3 121 739
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63	3 121 739
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	159 178
Solde à la fin de l'exercice	67	3 280 917
		3 037 499
		3 037 499
		84 240
		3 121 739

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>50 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>50 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>50 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 1 | , | 5 | 5 | 7 | 9 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[3] [0] [0] , [0] [0]	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [5] [3] , [5] [9]	\$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6	[] [] [] , [] [] [] []	%
---	-------------------------------	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	15 625	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	129 238	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	10	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 280, rue Bernier
(no) (rue)
Saint-Éphane QC G0L 2X0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0052
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-7753
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@saint-epiphane.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Monsieur Nicolas Dionne

Téléphone (418) 862-0052
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-7753
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction@saint-epiphane.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 107, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Rivière-du-Loup QC G5R 4P9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0495
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-0768
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.desrosiers@mallette.ca

Responsable du dossier Christine Desrosiers, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nicolas Dionne , atteste que le rapport financier de Saint-Épiphane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Épiphane consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Épiphane détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 300 997 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,9110 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-04 11:49:05

Date de transmission au Ministère : 2015/05/06

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Épiphanie

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 415 148	1 524 209	1 427 464
Investissement	2	1 217 699	258 337	176 662
	3	2 632 847	1 782 546	1 604 126
Charges				
	4	1 566 913	1 481 549	1 441 402
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 065 934	300 997	162 724
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 217 699 ) (	258 337 ) (	176 662)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(151 765)	42 660	(13 938)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	208 294	239 298	226 996
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	40 544 ) (	77 039 ) (	38 977)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	56 350 ) (	51 081 ) (	95 597)
Excédent (déficit) accumulé	12	40 365	27 621	(13 940)
Autres éléments de conciliation	13		10 874	
	14	151 765	149 673	78 482
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		192 333	64 544

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	343 802	243 282
Autres	2	476 294	528 419
	3	820 096	771 701
Passifs			
Dette à long terme	4	47 377	124 416
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	277 241	371 004
	7	324 618	495 420
Actifs financiers nets (dette nette)	8	495 478	276 281
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	3 328 294	3 246 155
Autres	10	72 651	72 990
	11	3 400 945	3 319 145
Excédent (déficit) accumulé	12	3 896 423	3 595 426

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	411 761	324 262
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget 2014	14		50 515
- Budget 2015	15	92 825	
- Appareils respiratoires	16	18 750	12 500
- Caméra thermique	17	4 000	4 000
- Système téléphonique	18	4 500	3 000
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	120 075	70 015
Réserves financières	24	33 670	29 410
Fonds réservés	25	50 000	50 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	3 280 917	3 121 739
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	3 896 423	3 595 426

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	912 568	917 024	886 369
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 753	10 758	10 695
Quotes-parts	3			
Transferts	4	290 390	321 768	323 878
Services rendus	5	97 790	119 492	129 435
Autres	6	103 647	155 167	77 087
	7	1 415 148	1 524 209	1 427 464
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	1 217 699	229 097	176 662
Autres	11		29 240	
	12	1 217 699	258 337	176 662
	13	2 632 847	1 782 546	1 604 126

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	29 595	29 594	29 594	27 524
Autres	2	257 435	237 353	7 711	253 384
Sécurité publique					
Police	3	46 386	50 362	50 362	41 602
Sécurité incendie	4	91 978	84 131	7 809	77 412
Autres	5	2 760	2 329	2 329	2 684
Transport					
Réseau routier	6	557 421	530 150	104 954	611 076
Transport collectif	7	1 620	1 620	1 620	1 894
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	84 473	66 176	102 132	168 308
Matières résiduelles	10	77 361	74 856		74 856
Autres	11				
Santé et bien-être	12	6 700	2 633	2 633	6 425
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	20 542	17 291	1 899	19 190
Promotion et développement économique	14	45 735	42 040		42 040
Autres	15				
Loisirs et culture	16	131 853	101 704	14 793	116 497
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	4 760	2 012		2 012
Amortissement des immobilisations	19	208 294	239 298	(239 298)	
	20	1 566 913	1 481 549	1 481 549	1 441 402

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3